

CONCOURS DE RECRUTEMENT DE PROFESSEURS DES ECOLES

Epreuve d'admission

2ème épreuve orale : mise en situation professionnelle

SUJET N°54

Durée : 45 minutes (exposé n'excédant pas 15 minutes suivi de 30 minutes d'entretien)

Thème : Le partenariat dans l'Education au développement durable

Dossier :

Texte 1 : Extrait de la circulaire N° 92-196 du 3 juillet 1992

Participation d'intervenants extérieurs aux activités d'enseignement dans les écoles maternelles et élémentaires

Texte 2 : Éducation au développement durable Seconde phase de généralisation de l'éducation au développement durable (EDD)

Texte 3 : Mise en place de l'ASTEP circulaire N° 2010-083 du 8-6-2010 : MEN - Dgesco A1-1

Texte 4 : Article de presse « 500 élèves sensibilisés au développement durable avec Leclerc »

Texte 5 : Présentation du projet de la Main à la pâte « Quand la Terre gronde », un projet d'éducation au risque, pour l'école primaire

Questions posées au candidat

- A partir des documents fournis, pouvez-vous préciser la place éventuelle des partenaires dans l'Education au Développement Durable ?
- Quels peuvent être les avantages d'un partenariat sur cette problématique mais aussi les limites ?
- Comment s'inscrit ce partenariat dans la pratique de l'enseignant ?

Texte 2

Éducation au développement durable

Seconde phase de généralisation de l'éducation au développement durable (EDD)

Inscrire plus largement l'éducation au développement durable dans les programmes d'enseignement

La mise en œuvre de l'EDD doit d'abord reposer sur les enseignements obligatoires. Grâce au socle commun de connaissances et de compétences, le développement durable est désormais solidement ancré dans la base des savoirs fondamentaux. Ainsi le socle inclut la connaissance de "l'impact sur l'environnement" de nos activités techniques, il fait référence à une attitude de "responsabilité face à l'environnement, au monde vivant, à la santé", il mentionne le développement durable comme un moyen de "comprendre l'unité et la complexité du monde".

Cette logique de socle implique de poursuivre l'adaptation des programmes ; de mobiliser toutes les disciplines à l'école primaire, au collège et au lycée. Elle implique également de développer le travail entre les disciplines et les approches croisées pour comprendre un phénomène par nature complexe, et de recourir aux dispositifs susceptibles de favoriser les travaux transversaux ; au collège, les thèmes de convergence et les itinéraires de découvertes ; au lycée, les travaux personnels encadrés, les projets personnels à caractère professionnel, l'éducation civique, juridique et sociale.

1/5

Sur l'ensemble des niveaux d'enseignement, l'approche codisciplinaire permet la nécessaire prise en compte de la complexité des situations et des problématiques liées au développement durable. Elle ouvre aussi l'éventail des thèmes que l'on peut aborder dans ce cadre : ressources, risques majeurs, changement climatique, biodiversité, ville durable, transports et mobilités, aménagement et développement des territoires, agriculture durable et alimentation de la population mondiale, enjeux démographiques... Chaque discipline contribue, par ses contenus et ses méthodes, à construire les bases permettant de mettre en place les concepts liés au développement durable dans ses différents volets, environnemental, économique, social et culturel ; le croisement de ces apports disciplinaires permet d'en construire une approche globale.

L'EDD doit former à une démarche scientifique et prospective, permettant à chaque citoyen d'opérer ses choix et ses engagements en les appuyant sur une réflexion lucide et éclairée. Elle doit également conduire à une réflexion sur les valeurs, à la prise de conscience des responsabilités individuelles et collectives et à la nécessaire solidarité entre les territoires, intra et intergénérationnelle.

...

Multiplier les démarches globales dans les établissements et les écoles

De nombreux établissements sont déjà des lieux d'actions concrètes entreprises dans un esprit de développement durable. Les établissements éco-responsables s'engagent à réduire leurs déchets, leur consommation d'énergie, d'eau, de papier. Ils ont une action volontariste en matière d'alimentation, de santé, de risques, de transport et d'accès à l'établissement... L'encouragement aux bonnes pratiques s'accompagne d'une réflexion sur le bâti et les normes environnementales.

D'autres établissements appliquent le programme d'actions pour le XXI^{ème} siècle, "agenda 21" orienté vers le développement durable qui a été adopté par les membres de l'Organisation des Nations unies à la Conférence de Rio (1992). Ils s'engagent sur trois points principalement : la consommation responsable, la solidarité locale et internationale, la diversité biologique et culturelle. Des méthodes spécifiques sont développées comme le travail par projets structurés, la démarche qualité, ou encore le processus participatif.

L'adoption de ces règles de vie collective et de ces grandes orientations dans la gestion apparaît comme un impératif. Cependant, ces actions si elles impliquent d'apprendre des gestes et des comportements ne doivent pas s'y limiter, et il importe qu'elles s'appuient, dans l'école, sur une

véritable démarche éducative globale.

Un “établissement en démarche de développement durable” (E3D) se caractérise par l’articulation et la mise en synergie entre les différents niveaux d’action. Le travail dans les disciplines peut s’appuyer sur des exemples, des situations, des études de cas, des problématiques identifiées dans le territoire de l’établissement, à différentes échelles, la commune, le département, la région. Ainsi la construction des contenus, des concepts précisés dans les programmes nationaux pourra se faire en mettant en parallèle une meilleure compréhension du territoire, de ses enjeux, et des caractéristiques de son développement. Menée à plusieurs disciplines, cette démarche permettra en outre de comprendre la complexité des situations, de former à l’exercice local de la citoyenneté ; la proximité favorisant l’intérêt des élèves et les possibilités d’initiatives concrètes.

Ces démarches nécessitent aussi que soient établis et développés des partenariats étroits avec les collectivités territoriales qui ont souvent dans ce domaine un important rôle d’impulsion, avec les services déconcentrés de l’État relevant d’autres ministères, comme les directions régionales de l’environnement, des structures comme l’agence de l’environnement et de la maîtrise de l’énergie et tout acteur civil (entreprise, association, fondation...) dont l’expertise en la matière peut permettre de mener au mieux le projet de l’établissement. Selon les priorités locales, l’éducation aux risques majeurs, l’éducation à la santé ou la promotion de l’utilisation du vélo à l’école et pour aller à l’école, par exemple, peuvent aussi donner lieu à des projets spécifiques dans une perspective de développement durable.

Les écoles comme les établissements ont vocation à s’engager dans cette démarche de projets. Ceux-ci permettront de construire avec les partenaires, à l’initiative des équipes éducatives, des conventionnements adaptés à chaque cas afin que soient assurés la répartition des responsabilités et des engagements ainsi que la cohérence des processus éducatifs associés.

2/5

Des expérimentations inscrites dans le cadre de l’article 34 de la loi d’orientation et de programme pour l’avenir de l’école pourront aussi être mises en œuvre, pour explorer des formes et des contenus d’enseignement novateurs.

Texte 3 :

Circulaire n° 2010-083 du 8-6-2010 : mise en place de l'ASTEP MEN - DGESCO A1-1

L'accès à la culture scientifique et technologique est l'un des objectifs fixés par le socle commun de connaissances et de compétences. La pratique de la démarche d'investigation, la maîtrise progressive et la mobilisation de connaissances dans divers domaines scientifiques sont nécessaires dès les premières années de la scolarité obligatoire.

L'accompagnement en science et technologie à l'école primaire (ASTEP) est une des actions conduites au niveau national avec le concours de l'Académie des sciences, en complément des différents dispositifs pédagogiques déjà mis en œuvre dans les classes de l'école primaire, pour faciliter un enseignement de la science et de la technologie conforme aux programmes et qui donne aux élèves les moyens d'atteindre les objectifs de connaissances et de compétences définis par le socle commun.

La présente circulaire a pour objet de faciliter le développement de l'accompagnement en science et technologie à l'école primaire.

L'ASTEP permet à l'enseignant d'être secondé par un scientifique - étudiant, chercheur, ingénieur ou technicien d'entreprise - pour concevoir et conduire des séquences de classe permettant aux élèves de construire des connaissances scientifiques dans une démarche d'investigation. L'accompagnement favorise les échanges de savoirs et de pratiques, le partage de ressources et de compétences et contribue ainsi à rendre les sciences et les techniques accessibles au plus grand nombre.

Plusieurs modalités sont possibles, de l'accompagnement en classe sur un cycle d'activité au suivi à distance utilisant les techniques actuelles de l'information et de la communication ; accompagnement de l'enseignant avec sa classe ou accompagnement de l'enseignant seul, que ce soit pour le suivi, l'aide au projet ou encore pour la formation.

La communauté scientifique, notamment par le biais des établissements d'enseignement supérieur, s'est fortement mobilisée et a d'ores et déjà désigné un correspondant dans chaque académie.

Un réseau de correspondants académiques et départementaux a été mis en place afin d'optimiser le dispositif par la coordination, le suivi et l'évaluation des actions :

1. Un pilotage national est déjà engagé et se poursuit, sous la direction d'un comité d'orientation et de suivi de l'ASTEP. Celui-ci organise régulièrement des rencontres et séminaires nationaux afin d'accompagner la généralisation du dispositif sur les différentes académies.

2. Au niveau académique, l'IA-IPR correspondant assure la mise en relation entre la communauté scientifique et le monde de l'Éducation nationale. Il est attentif à la dynamique du réseau constitué par les différents correspondants, organise autant que de besoin des actions, rencontres, séminaires et remet chaque année au recteur un rapport sur les actions conduites et les perspectives possibles.

3. Au niveau départemental, sous l'autorité de l'IA-DSDEN, l'IEN correspondant assure auprès des autres inspecteurs en charge de circonscription l'information nécessaire à la promotion de l'ASTEP, recense les ressources disponibles et en organise une répartition pertinente selon les besoins. Il organise également, en lien avec le correspondant scientifique, un suivi des actions d'accompagnement et présente au collège des inspecteurs un bilan annuel assorti de propositions de perspectives qui alimente le rapport académique.

Cette action a pour objectif d'apporter aux enseignants un soutien à leur travail quotidien dans la classe. Les équipes de circonscription, en accompagnant cette démarche, lui donneront une pleine dimension de formation.

Il appartient donc à chaque IA-DSDEN et à chaque IEN-CCPD, dans le cadre du dispositif présenté dans la présente circulaire, de garantir localement le bon fonctionnement de l'ASTEP et de s'assurer qu'il profite effectivement aux maîtres et aux élèves.

Texte 4 :

Article de presse 500 élèves sensibilisés au développement durable avec Leclerc

La troisième édition de l'opération de ramassage des déchets Nettoyons la nature s'est déroulée sur deux jours à la plage de la Pointe.

Cela restera comme une magnifique réussite. La troisième opération de ramassage des déchets, orchestrée sur la plage de La Pointe par les responsables du Centre Leclerc, a drainé sur deux jours 500 écoliers et collégiens cap bretonnais.

Venus des établissements publics et privés, les jeunes ont affiché un bel enthousiasme et démontré un intérêt certain pour la préservation de l'environnement et notamment du cordon dunaire.

Il faut dire que le site, sauvage, somptueux - et désormais aménagé par les pouvoirs publics - se prête à merveille à de telles démarches. « Cette manifestation s'inscrit dans une volonté nationale de nos enseignes. Certains de nos véhicules, par exemple, sont électriques.

La question du développement durable nous tient à cœur », souligne Sébastien Fagotto, directeur du centre Leclerc de Capbreton.

Interventions instructives

« Au-delà du nombre d'élèves sensibilisés, la collaboration de nombreux partenaires constitue une grosse satisfaction. Le Conservatoire du littoral et l'ONF ont effectué au pied de la dune des interventions instructives.

« Cette action était menée de concert avec Alain Marron, adjoint au maire, le Sivom, le Sitcom et la Communauté de communes de Macs ». Il est intéressant de noter également la présence de certains vacanciers et autres retraités qui ont participé, lors de la collecte des déchets.

Plusieurs personnes présentes ont souhaité contribuer à la réussite de cette opération de ramassage sur la plage de La Pointe.

Source : *Sud Ouest*, Bruno Magnes
8 octobre 2013

Texte 5 :

Présentation du projet de la Main à la pâte

« Quand la Terre gronde », un projet d'éducation au risque, pour l'école primaire

L'accroissement démographique et l'occupation de nouveaux espaces ont considérablement augmenté l'exposition des populations aux aléas naturels. Nombre de ces catastrophes auraient pourtant pu être grandement atténuées si les populations avaient été davantage informées, responsabilisées et préparées. Dans cette perspective, la Fondation La main à la pâte met en place à partir de mars 2012 un important projet d'éducation au risque. Plus de 4 000 guides pédagogiques sont distribués gratuitement aux enseignants de l'école primaire, qui en font la demande sur le site <www.quand-la-terre-gronde.fr>

« Quand la Terre gronde » est un projet pluridisciplinaire, conforme aux programmes scolaires, et qui s'inscrit pleinement dans le cadre de l'éducation au développement durable.

Ce projet, alliant approche locale et globale, traite de trois risques naturels en particulier (volcans, séismes et tsunamis), et d'un quatrième risque plus directement lié au contexte local (différent pour chaque école : inondation, feu de forêt, tempête, avalanche, etc.).

Les élèves mènent des activités scientifiques, expérimentales ou documentaires, et réalisent des enquêtes sur le terrain, de manière à appréhender les différents risques de la façon la plus complète et la plus responsable possible. Ils prennent conscience des aléas présents sur leur territoire et ailleurs, comprennent les phénomènes en jeu, et acquièrent une culture du risque leur permettant d'adopter un comportement adapté.

4/5

Le guide pédagogique « Quand la Terre gronde » propose une progression complète, clé en main et modulable, composée de 4 séquences indépendantes, d'éclairages scientifiques et pédagogiques, de fiches documentaires et d'outils d'évaluation. Il offre également un canevas méthodologique permettant aux classes et aux collectivités locales (en particulier les communes) de travailler ensemble sur la prévention des risques.

Le site Internet <www.quand-la-terre-gronde.fr>, d'accès libre et gratuit, est destiné à accompagner les classes tout au long du projet. Il propose des animations multimédias pour les élèves, des ressources scientifiques et pédagogiques pour les enseignants, ainsi que de nombreux outils communautaires destinés à favoriser les échanges entre les différents acteurs du projet.

La Fondation La main à la pâte accompagne par ailleurs les écoles, les circonscriptions et les collectivités par des actions de sensibilisation et de formation (animations pédagogiques, formations, conférences...).

L'école primaire et la mairie « main dans la main »

Un projet d'éducation au risque est par essence pluridisciplinaire, mobilisant des connaissances et compétences issues des sciences, de la géographie, de l'instruction civique (mais aussi des mathématiques, des nouvelles technologies, de l'apprentissage de la langue...). Il tire donc profit de la polyvalence du maître et des programmes de l'école primaire, qui encouragent une telle approche transversale.

Une autre raison pour laquelle l'école primaire offre un contexte particulièrement favorable à ce projet est la proximité qu'il y a entre cette école et la mairie sur le sujet de la prévention des risques. C'est en effet le maire qui a la responsabilité légale d'informer les habitants de sa commune des risques auxquels celle-ci est exposée... et c'est également lui qui est en charge de la gestion des écoles primaires.

Enseignants et municipalité ont tout intérêt à travailler ensemble pour répondre chacun à leurs obligations et à leurs objectifs pédagogiques. Cette approche, qui peut sembler naturelle, n'est que très rarement mise en place.

Un des objectifs du projet « Quand la Terre gronde » est justement d'offrir aux écoles et aux mairies

Un outil commun et une méthodologie leur permettant de travailler en partenariat sur la prévention des risques naturels